

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT

HMN24A15SRV du 20/12/2024

Objet : Prestation de nettoyage des vitres des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clémenceau.

Le présent marché se décompose en 5 lots.

Lot n°1 : site de Henri Mondor

Lot n°2 : site de Albert Chenevier

Lot n°3 : site de Emile Roux

Lot n°4 : Site de Dupuytren

Lot n°5 : site de Georges Clémenceau

Ce Cahier des Clauses Particulières est commun aux 5 lots.

Le présent Cahier des Clauses Particulières comprend 40 pages.

SOMMAIRE

I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 3. Détermination des prix.....	6
ARTICLE 4. Exécution du marche	8
Article 5 : Obligations du prestataire.....	9
ARTICLE 6. FACTURATION, PAIEMENT, AVANCES	14
ARTICLE 7. RESPONSABILITE /ASSURANCES	16
ARTICLE 8. NANTISSEMENT.....	17
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE.....	17
ARTICLE 10. CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ	17
ARTICLE 11. PÉNALITÉS - RÉILIATION.....	19
ARTICLE 11. LITIGES	22
ARTICLE 12. TRANSFERT D'ACTIVITE	23
II. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	24

I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1. Objet

Le présent marché a pour objet « Prestation de nettoyage des vitres des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clémenceau ».

Le Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor fait partie de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP).

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé dont fait partie le groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor composé des sites Henri-Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clémenceau.

Site	Adresse
HENRI MONDOR	1 Rue Gustave Eiffel 94010 CRETEIL
ALBERT CHENEVIER	40 Rue de Mesly 94000 CRETEIL
EMILE ROUX	1 Avenue de Verdun 94450 LIMEIL BREVANNES
DUPUYTREN	1 Avenue Eugène Delacroix 91210 DRAVEIL
GEORGES CLEMENCEAU	1 Rue Georges Clémenceau 91750 CHAMPCUEIL

La présente consultation concerne tous les sites.

2. Forme du marché

La consultation vise à la conclusion d'un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande.

3. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 48 mois.

Pour les marchés de service, l'acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Les bons de commande pendant la validité du marché pourront être honorés postérieurement au terme de validité du marché, et ce, pendant une durée maximale de 2 mois après le terme du marché.

4. Décomposition en lots

Conformément à l'article L.2113-10, les prestations objet du marché se décomposent en 5 lots :

- Lot n°1 : Sites Henri Mondor
- Lot n°2 : Albert Chenevier
- Lot n°3 : Site Emile Roux
- Lot n°4 : Site Dupuytren
- Lot n°5 : Site Georges Clémenceau

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul, plusieurs ou l'ensemble des lots.

5. Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le marché est passé avec un montant minimum et avec un montant maximum.

Le titulaire est engagé pour un montant maximum et la personne publique pour le montant minimum.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor s'engage sur un montant minimum représenté par 50 % du montant valorisé au niveau de l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum représenté par 150 % du montant valorisé au niveau de son offre.

6. Estimation des besoins

Lot n°1 : **54 526** m2 Annuel

Lot n°2 : **19 760** m2 Annuel

Lot n°3 : **23 107** m2 Annuel

Lot n°4 : **22 296** m2 Annuel

Lot n°5 : **15 359** m2 Annuel

Ces estimations ont un caractère prévisionnel. Elle est donnée à titre indicatif et pourra évoluer en fonction de l'activité, des besoins et des évolutions.

7. Variante

Ce marché ne comporte aucune variante.

Aucune variante ne pourra être proposée par le titulaire en cours de marché.

ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les marchés sont régis par les documents mentionnés ci-après qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Particulières n° HMN24A15SRV et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.
- Les bons de commande ;
- Tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 3. DETERMINATION DES PRIX

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur, ainsi qu'aux accords que le titulaire a pu passer avec l'autorité compétente ; il s'engage à fournir à la personne responsable du marché toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

1. Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

2. Contenu des prix

Les prix s'entendent :

- A l'unité d'emploi ;
- En euros, avec deux décimales si possible ;
- Hors taxes sans qu'il y ait de minimum de commande ou de participation aux frais de traitement ;
- Complets, comprenant toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix du présent marché comprennent les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de la prestation.

Les prix de règlement s'entendent comme des prix TTC au taux de TVA en vigueur au jour du règlement de la prestation. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

3. Régime des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont fermes la première année.

Ils seront toutefois révisibles annuellement en cas de baisse du tarif général des prestations faisant l'objet du marché ou en cas de hausse des indices des prix de vente des services faisant l'objet du marché : cela permettra de prendre en compte les fluctuations des prix du marché.

Cette révision sera établie à la date d'anniversaire du marché notifié.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

a) Indice utilisé :

Indice de prix de production dans les services – « Nettoyage courant » publié sur www.insee.fr – site « Indices et séries statistiques » de l'INSEE, identifiant n°010546452.

b) Formule utilisée :

P_1 : prix de règlement après la révision ;

P_0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I_1 : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;

I_0 : indice du mois de début de marché.

$$P_{n+1} = P_n (0,15 + 0,85 \times (S_{N_{n+1}} / S_{N_n}))$$

Avec :

P_{n+1} = prix de règlement après la première révision

P_n = prix de l'offre figurant dans l'acte d'engagement

S_{N_n} = indice du mois de début de marché

$S_{N_{n+1}}$ = dernier indice connu un mois avant la date d'effet de la première révision

Les coefficients de révision sont calculés à trois décimales et arrondis au centième le plus voisin.

Le titulaire fait parvenir deux mois avant la date anniversaire de la date de notification du marché, au Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, son éventuelle demande de révision des prix, et ce, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Cette demande est accompagnée des nouveaux prix et d'une note explicative de l'évolution.

Les révisions de prix du titulaire s'entendent prix par prix.

Le Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor transmet par courrier ou par mail son accord ou son refus (en cas de dépassement de tarifs ou de retard dans les délais de transmission au Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor).

Dès la décision d'acceptation, les nouveaux tarifs sont applicables à compter de la date anniversaire du présent marché.

Après acceptation par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, les nouvelles conditions de prix validées donneront lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe financière qui, une fois visée par le titulaire et le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, se substituera à la précédente, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le tarif de facturation est celui en vigueur à la date de début du présent marché.

a) Clause de sauvegarde

Dans l'impossibilité d'un accord entre le prestataire et le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure de 2 %, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Application des nouveaux tarifs

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement du titulaire seront appliqués sur les surfaces réellement nettoyées et ayant fait l'objet d'un bon de commande.

ARTICLE 4. EXECUTION DU MARCHÉ

1. Emission des bons de commande

L'exécution du présent marché est subordonnée à l'émission de bons de commandes (pour toutes les prestations effectuées y compris les prestations récurrentes) par la Direction des achats, des services économiques et de la logistique du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Les bons de commande sont établis par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et émises aux titulaires par courrier ou télécopie.

Les bons de commande indiquent :

- Numéro (référence à 10 chiffres commençant par 45) et date du bon de commande (à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture) ;
- Objet détaillé de la commande ;
- Référence du marché ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Adresse de livraison ;
- Adresse de facturation ;
- Date et heure de livraison ;
- Désignation des prestations ;
- Délai d'exécution ;
- Montant total HT et TTC ;
- Taux et montant de la TVA.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le ou les titulaires ont la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par la Direction des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pour pallier ses défaillances éventuelles.

2. Durée de validité des bons de commande

La durée de la validité des bons de commande ne pourra excéder celle de la durée du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une prestation à la date de notification du marché. Les bons de commande émis pendant la validité du marché pourront être honorés postérieurement au terme de la validité du marché, et ce, pendant une durée maximale de 2 mois après le terme du marché.

Des prestations complémentaires peuvent être également demandées. Elles doivent obligatoirement faire l'objet d'un devis qui sera suivi d'un bon de commande, lequel conditionne le paiement du titulaire. Dans ce cas, la commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

3. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché.

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'émission du bon de commande.

Le personnel du titulaire exécutera les prestations pendant toute la durée du marché. En cas de changement de personnel, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

1) 1. Gestion du marché

Pour éviter tout rejet de facture par le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, le titulaire s'engage :

- à informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché.

Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

- dans tous les cas, et quelque en soit la raison, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations.

En cas de litige, le titulaire en informera le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor en cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale.

- à exécuter intégralement les prestations prévues en cas d'arrêt de travail, pour des faits de grève des salariés en mettant en œuvre les moyens d'organisation nécessaires, dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Il est formellement interdit aux personnels mis à disposition par le titulaire d'occuper les locaux des Hôpitaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pour entretenir leur conflit avec leurs dirigeants. Dans le cas contraire, se réservent le droit de faire évacuer le personnel concerné par les autorités compétentes.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues selon les moyens agréés par le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, ceux-ci peuvent y pourvoir par tous les moyens qu'ils jugent utile, aux frais, risques et périls du titulaire.

La durée du marché de substitution est limitée au terme du marché en cours. Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant peut-être déduit des sommes dues au prestataire.

2) Obligations de l'entreprise quant à la reprise du personnel

Le titulaire est tenu à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives – notamment l'annexe VII à la convention collective nationale (avenant n°1 du 27/02/1991) - ainsi que des règles d'usage de la profession.

Le titulaire s'engage à produire, à la Direction des achats, des services économiques et de la logistique du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, 6 mois avant la fin du marché, l'annexe du cahier des clauses techniques complémentaires dûment complétée (conformément à l'annexe VII de la convention collective).

3) Obligations relatives au personnel et exécution des prestations

Le marché sera exécuté sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions du présent CCP pour l'exécution de la prestation.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- A la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.
- A la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et l'immigration clandestine (JO du 1er janvier 1992)
- Au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail (JO du 12 juin 1992).
- En outre, il doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché.

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Lors des missions, le titulaire sera dans l'obligation de désigner momentanément les agents de maîtrise présents tous les jours ouvrables, ainsi que les agents qualifiés responsables de l'encadrement, de la formation permanente et de la surveillance du personnel (matin et soir), qui devront répondre à la recherche de personne par « bip ». En outre, le prestataire équipera les postes téléphoniques de l'encadrement d'un répondeur.

Le titulaire du marché devra s'assurer que les personnes affectées dans les différentes zones possèdent les pré-requis nécessaires, selon la réglementation en vigueur :

- compréhension écrite et orale de la langue française
- connaissance indispensable à l'exécution des tâches d'entretien des surfaces concernées (consignes de sécurité, produits, matériels),
- maîtrise des procédures prescrites de la zone,
- compréhension des observations qui peuvent leur être faites,
- connaissance de précautions à prendre dans l'exécution des tâches.

Les représentants de la direction des hôpitaux se réservent le droit de contrôler les aptitudes professionnelles du personnel mis à la disposition des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et notamment la compréhension des observations qui peuvent leur être faites ainsi que la connaissance de précautions à prendre dans l'exécution des tâches. Les agents d'exécution doivent pouvoir lire, écrire et comprendre la langue française et savoir compter.

L'identité des agents de propreté sera communiquée à la Direction des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dès la mise en place du marché, ainsi que tout mouvement, remplacement, congé ou détachement d'agent. En cas d'absence d'un agent d'exécution, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente.

L'encadrement du chantier doit à tout moment connaître le positionnement de ses agents sur les hôpitaux. Les fiches de poste actualisées devront être fournies chaque année à la Direction des Achats, des Services Économiques et de la logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le titulaire est responsable de ses ouvriers en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts et dégradations produits à l'occasion de l'exécution des travaux, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Tout le personnel de l'entreprise exerçant ses fonctions à l'hôpital concerné devra être soumis aux visites médicales réglementaires. Il devra en particulier faire l'objet d'une visite médicale ainsi que d'une épreuve cutanée à la tuberculine, les employés âgés de moins de 35 ans devront recevoir une vaccination par le BCG au cas où la réaction à la tuberculine serait négative.

En outre, et d'une manière générale, tous les employés devront satisfaire aux obligations des lois sur les vaccinations obligatoires du personnel hospitalier. Enfin, il est fait obligation à l'entrepreneur de faire vacciner son personnel contre l'hépatite B et le tétanos.

L'accès au centre de vaccination grippal sera facilité aux personnels présents sur le site. Les certificats d'aptitudes seront à fournir au début du marché.

Les nouveaux embauchés devront être présenté, munis d'un certificat médical d'aptitude.

Les divers examens, épreuves et vaccinations ci-dessus visés sont à la charge du titulaire qui devra apporter la preuve que tous ses salariés ont satisfait à cette obligation depuis un an au maximum. Elle devra fournir, dès le 1er trimestre de l'exécution du marché, à la demande de l'administration, un plan de prévention en vue du respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité élaboré en accord avec le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Une copie de ce plan de prévention sera adressée à la Direction des Achats, du Développement Durable et de la Logistique du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le personnel d'exécution devra être muni d'un badge d'identité avec photographie. Chaque agent devra avoir une hygiène corporelle individuelle très stricte. A ce titre, le personnel de l'entreprise devra effectuer son travail dans une tenue correcte, propre et adaptée changée régulièrement, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Le port du badge est obligatoire.

Il sera tenu de se conformer au règlement hospitalier en ce qui concerne le travail dans les locaux nécessitant le port de vêtements spéciaux. Ces vêtements fournis par l'hôpital seront obligatoirement portés suivant les instructions données par le personnel de l'hôpital. L'utilisation de « walkman » ou autres appareils de ce type est interdit durant l'exécution de la prestation.

Les chaussures portées par le personnel d'entretien pour effectuer les opérations de nettoyage de vitres extérieures (2 faces) en particulier dans les secteurs d'hospitalisation devront être adaptées, silencieuses et maintenues dans un état de propreté permanent. Tous les équipements de protection nécessaire à la prestation devront être à disposition du personnel exécutant.

Au moins un agent présent sur le site devra être joignable à tout moment par le pôle environnement.

Le personnel du titulaire sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'hôpital.

Il lui sera interdit d'accepter les pourboires et de fumer. Il sera tenu dans l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents de l'entreprise ne devront révéler à quiconque les faits dont ils auront eu connaissance à l'occasion de leur service.

Le personnel du titulaire n'a pas accès au self du personnel.

Il sera tenu au respect de la liberté de conscience de chacun, toutes formes d'interventions concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sont interdites, le personnel est soumis à la neutralité, conforme aux services publics.

Une formation touchant l'ensemble du personnel sera organisée durant les 6 premiers mois du marché par le titulaire. A la fois théorique et pratique, elle portera sur l'hygiène hospitalière, les techniques de nettoyage des vitres, la sécurité du travail en hauteur, les équipements de protection individuelle, la fiche de poste et la connaissance des hôpitaux. En outre, le titulaire devra faire suivre à ses cadres une formation qui portera sur l'organisation du travail, l'encadrement et le contrôle de qualité.

A l'issue des 6 premiers mois, il présentera un bilan et établira pour les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor la liste des agents ayant participé à ces différentes formations pour chaque site.

Avant d'intervenir dans le service, les agents de l'entreprise devront prévenir la veille de leur passage et prendre connaissance, au bureau du cadre référent, des contraintes particulières de la journée, demander les clefs de certains locaux. Avant d'entrer dans les chambres et bureaux, ils devront frapper à la porte et attendre la réponse avant de pénétrer.

Le personnel de la Société sera tenu d'assister aux sessions de formation de sécurité incendie organisées par les hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

En matière de sécurité, le titulaire aura l'obligation de se conformer au règlement intérieur de l'hôpital :

- procédures d'accès en particulier dans les secteurs protégés en
- fermeture des portes, fermetures de fenêtres
- fermeture de l'éclairage dans les locaux vides (sauf contre-indication).
- remise des clefs en cas de prêt éventuel (fiche en annexe).

Le personnel d'exécution devra informer son responsable et le responsable du pôle environnement de tout incident observé lors des travaux d'entretien.

Les accidents du travail et en particulier les cas d'exposition au sang seront signalés au chef de chantier qui devra en informer par écrit la direction de l'hôpital, et ceci dans les plus brefs délais.

Tout accident doit être enregistré dans le registre d'inscription des accidents du travail du service dans lequel il s'est produit.

Un cahier de liaison sera mis en place au service environnement, pour toutes les informations émanant des services et/ou du titulaire.

Le titulaire du marché devra sensibiliser son personnel en termes de sécurité et prendre toutes les mesures nécessaires afin que les produits d'entretien ne soient pas à la portée des patients en particulier dans les secteurs de pédiatrie, gériatrie et psychiatrie. L'utilisation de contenant de sécurité (bouchon de sécurité) est fortement recommandée.

En aucun cas, les meubles ou autre meublant ne devront être utilisés comme moyens de surélévation et d'appui.

Un plan de prévention sera défini dès le 1er trimestre du début d'exécution du marché conjointement entre le titulaire et l'hôpital.

4) Obligations de l'entreprise quant au matériel

Le titulaire du marché est tenu de disposer sur place et en permanence du matériel nécessaire à l'exécution des travaux.

Les appareils devront satisfaire aux règlements de sécurité de la prévention des accidents du travail. Ils devront également être dans un bon état de fonctionnement et ne pas présenter un aspect différent de celui des appareils neufs. Le titulaire sera tenu d'adapter son matériel aux caractéristiques de l'alimentation électrique dont il disposera.

En aucun cas, les meubles ne devront être utilisés comme moyens de surélévation et d'appui.

Les matériels et outils devront être rangés immédiatement après usage dans les locaux affectés à l'entreprise ou le cas échéant, dans le service où ils sont utilisés.

Les produits devront respecter l'environnement et les consommables permettre des gains de productivité.

5) Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément aux articles 2143-5 à 2143-10 du code de la commande publique, le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

6) Secret professionnel

Le titulaire s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance du groupe hospitalo-universitaire Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, quelle qu'en soit la nature et ce, tant à l'égard des tiers, qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance. En particulier, les informations nominatives relatives aux patients sont couvertes par le secret médical et le secret CNIL, auxquels on ne peut opposer la notoriété publique.

Tant pendant la durée du marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (techniques, financiers ou organisationnels) auxquels le fournisseur aurait eu accès dans le cadre du marché doivent restés confidentiels et sont couverts par le secret professionnel.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte.

Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

7) Grève

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés ou autre, le titulaire du marché reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues, les moyens d'organisations du service devant être, dans ce cas, soumis préalablement à l'agrément écrit du groupe hospitalo-universitaire Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. En cas de litige le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalo-universitaire Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues selon les moyens agréés par le groupe hospitalo-universitaire Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, celui-ci peut y pourvoir par tous les moyens qu'il juge utile, aux frais, risques et périls du titulaire. La durée du marché de substitution est limitée au terme de la grève. Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par le groupe hospitalo-universitaire Hôpitaux Universitaires Henri Mondor par tous les moyens de droit.

ARTICLE 6. FACTURATION, PAIEMENT, AVANCES

1. Modalité de règlement

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Les règlements auront lieu, à terme échu, après constat du service fait dans les conditions suivantes :

1. Remise et acceptation des factures

Une facture est établie pour chaque commande après le prononcé de leur admission par le groupe hospitalo-universitaire Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, pour chaque prestation mentionnée dans le bon de commande.

Le titulaire établit chaque facture en 1 exemplaire, en précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et en donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;

- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- N° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- N° des bons de livraison et leur date *le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)* ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

2. Paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique relative à la mise en œuvre du délai maximum de paiement des marchés publics (article 1 à 11 abrogés par le code de la commande publique).

Le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par le Service Facturier.

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur Le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le défaut de paiement dans les délais, ne permet pas au prestataire la suspension de la prestation, objet du présent marché.

3. Intérêts moratoires

Intérêts moratoires, indemnités forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement :

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai de 50 jours, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicables est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

4. Avances

Une avance peut être accordée au titulaire du marché. Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R. 2191-7, R. 2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18, R. 2191-19 du Code de la commande publique. L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.

ARTICLE 7. RESPONSABILITE /ASSURANCES

Le titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché, le Titulaire du marché ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances en état de validité conformément à la loi du 4 janvier 1978 et de son décret d'application 78.1093 du 17 novembre 1978.

Le Titulaire désigné dans le marché devra également justifier d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

Le Titulaire du marché est tenu d'informer le site hospitalier de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

L'entreprise prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance.

Le Titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- de ses fournitures et de ses prestations.

De plus, à ce titre, le titulaire devra pouvoir justifier, chaque année, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, aux biens et aux tiers et notamment :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industries, de commerce ou d'exploitation,
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il est précisé, en outre, que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par le titulaire, au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor – Direction Générale – Département des Marchés Publics, d'un exemplaire ou d'une copie de la police.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, quelle qu'en soit la nature, et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance.

En particulier, les informations nominatives relatives aux patients sont couvertes par le secret médical et le secret CNIL, auxquels on ne peut opposer la notoriété publique. En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le Titulaire, le Titulaire sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE 8. NANTISSEMENT

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2191-45 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

ARTICLE 10. CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHÉ

1. Contrôle

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution de la prestation du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

Le titulaire s'engage à rencontrer, chaque fois que nécessaire, le représentant du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, en vue d'un bilan sur les prestations réalisées dans le mois qui suit la fin de la prestation avec la synthèse des bons d'intervention préalablement et régulièrement transmis.

Réunions de travail : le prestataire s'engage à rencontrer, chaque fois que nécessaire, le cadre référent du service logistique en vue d'un bilan sur les prestations réalisées dans le mois qui précède, sur la base des bons d'intervention préalablement et régulièrement transmis.

Contrôle de la qualité : le contrôle de la qualité de la prestation sera évalué visuellement, (absences de traces sur les vitres, propreté des huisseries et des chambranles), en présence d'un représentant du prestataire et de l'hôpital.

De plus, le service logistique réalisera des contrôles qualité contradictoires avec le prestataire. Le taux d'acceptabilité est fixé à 80 %. En deçà de ce pourcentage, le titulaire s'expose à des pénalités telles que prévues à l'article 11 du présent CCP.

Contrôle des passages : des bons d'intervention seront établis entre l'agent de la société et le cadre du service logistique afin de valider sa prestation. Cette validation sera effectuée sur la base d'une fiche de contrôle paraphée par les deux parties.

Ils feront apparaître les m2 non traités, le motif du non traitement, et les difficultés rencontrées à la mise en œuvre de la prestation.

Le personnel d'intervention du prestataire devra matérialiser sa présence par émargement auprès du responsable du service bio éco nettoyage de l'hôpital.

Contrôle de sécurité :

Les agents du prestataire s'assureront de la fermeture des portes et des fenêtres après leur passage (en cas d'incidents ou accidents, la responsabilité du prestataire pourra être engagée).

Les agents du prestataire devront strictement respecter les règles de sécurité décrites dans le CCTP.

Les fiches de remise de clé devront être remises.

2. Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du service donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité éditée par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et communiquée au titulaire.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la Direction des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse au courrier ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure dans les conditions prévues aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS.

3. Modifications du marché

En application de l'article R2194-1 du **code de la commande publique**, le Représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement ou encore de nouveaux bâtiments.
-

4. Insertion de prestations nouvelles

Conformément à l'article R.2194-2 du code de la commande publique, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit d'acquiescer auprès du titulaire retenu des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'acte modificatif.

ARTICLE 11. PÉNALITÉS - RÉSILIATION

1. Pénalités

En cas de retard constaté de la prestation par rapport aux délais indiqués sur le bon de commande ou à défaut dans les 15 jours suivant l'émission de ce bon, le titulaire encourt des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = (J \times V) / 100$$

Dans laquelle :

P = valeur des pénalités

J = nombre de jours de retard à la mise en œuvre de la prestation

V = valeur totale de la prestation correspondant au bon de commande de la période.

Par ailleurs, des pénalités cumulables entre elles pourront être appliquées dans les cas suivants :

- Non-respect des clauses du cahier des charges : 100€ HT ;
- Mauvaise qualité de la prestation : 50€ HT par constat de la mauvaise qualité établi par le cadre du service ;
- Problèmes de facturation répétitifs : 25€ HT par problème.

Pénalités pour non-respect des obligations prévues au cahier des charges.

→ 150 euros par jour de retard pour la non remise des documents mentionnés ci-dessous, et par document selon les délais indiqués dans le tableau :

Organigramme du chantier, avec coordonnées du chef de site	10 jours à compter du début d'exécution du marché
Liste nominative des agents avec leurs qualifications	10 jours à compter du début d'exécution du marché
Calendrier prévisionnel d'intervention par bâtiment aux périodes des prestations	15 jours à compter du début d'exécution du marché et 15 jours avant chaque période de prestation
Liste des matériels mis en œuvre par le titulaire. Attestation de conformité des matériels mis en œuvre.	10 jours à compter de la notification du marché
Liste des produits utilisés par le titulaire Attestation de conformité des produits utilisés	10 jours à compter de la notification du marché
Fourniture de badge avec photo à tous les agents	10 jours à compter du début d'exécution du marché
Attestations d'aptitude par la médecine du travail et de vaccination	20 jours à compter du début d'exécution du marché et 15 jours avant chaque période de prestation

Autres catégories de pénalités :

Défaut du port du badge nominatif	50 euros par jour et par constat
Absence du représentant du titulaire aux réunions programmées	100 euros par absence en réunion
Perte d'un trousseau de clés ou d'un passe	200 euros par constat
Défaut de fermeture de fenêtre après ouverture avec clef (non remise en sécurité)	200 euros par constat
Vêtements de travail non conforme à la réponse dans le dossier technique	50 euros par jour et par constat
Absence ou défaut d'équipements décrits dans le dossier technique	100 euros par jour et par constat
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel	200 euros par jour et par constat
Non remise hebdomadaire des bons d'intervention faisant apparaître les m² non traités, le motif du non traitement, et les difficultés rencontrées à la mise en œuvre de la prestation	100 euros par jour de retard
Utilisation d'éponges et/ou chiffons coton dans les services de soins	50 euros par constat
Usage de biens appartenant aux patients	2 000 euros
Faute lourde, vol, agression verbale ou physique	2 000 euros

Une pénalité pourra être appliquée dans le cas de non fourniture par le titulaire, tous les 6 mois, en vertu du décret n° 2011-1601 du 21 novembre 2011 des attestations relatives aux obligations de déclarations et aussi au paiement des cotisations. Ces attestations seront délivrées par l'URSSAF.

Cette pénalité ne pourra excéder 10% du montant minimum du marché ni le montant des amendes prévues par le code du travail (45 000 euros).

Les pénalités seront imputées, sous forme de mise en recouvrement.

2. Résiliation

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pourra, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui imposent le CCP ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre ses intérêts, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure dans les délais et selon les modalités prévues au chapitre VI du CCAG – FCS.

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor le droit de demander au titulaire le remplacement du personnel affecté au projet pour des raisons dûment justifiées. Le refus ou l'impossibilité pour le titulaire de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

Pour chaque mise en demeure, le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce, conformément aux dispositions du chapitre VI du

Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor passera alors un bon de commande avec ce fournisseur. Tout surcoût qu'engendrerait cette démarche étant alors à la charge du titulaire du présent marché.

La résiliation du marché pourra intervenir, aux torts du titulaire, dans l'hypothèse où les renseignements requis aux articles R. 2151-12 à R. 2151-16 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique se révéleraient inexacts.

La résiliation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé réception, avec un préavis de 3 mois.

Indépendamment de ces dispositions, la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire du marché peut intervenir dans les cas suivants :

Redressement et liquidation judiciaires

Le titulaire doit aviser le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le marché est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor à cette personne, si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages et intérêts au profit du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Force majeure

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français. Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

Dans l'hypothèse où l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris serait amenée à mettre en place des marchés centraux pour le type de prestations concédées au titulaire, le présent marché sera résilié. Cette résiliation éventuelle ne donnera pas lieu à indemnisation du titulaire. L'AP-HP informera le titulaire par courrier trois mois avant la mise en œuvre du nouveau marché.

Enfin, le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général si les prestations ne correspondent plus aux besoins ou en cas de réorganisation quelconque.

ARTICLE 11. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
Conformément à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, les parties conviennent de porter devant le TA de Paris, tout litige juridictionnel pouvant surgir à l'occasion de l'exécution du marché subséquent :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique (e-mail) : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du rejet de leur candidature ou de leur offre, les Candidats peuvent former un recours gracieux (auprès du Directeur des Hôpitaux Universitaires La Pitié Salpêtrière – Charles Foix) ou hiérarchique (auprès de la direction générale de l'AP-HP).

Un référé contractuel peut être déposé auprès du tribunal administratif de Paris depuis le début de la procédure de passation et avant la signature du marché. L'AP-HP doit respecter un délai minimal de seize jours entre la notification du rejet de la candidature ou de l'offre et celle du marché.

Recours gracieux

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser au représentant du pouvoir adjudicateur en cas de différend.

Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés dans le CCAG/FCS.

Recours hiérarchique

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire dispose alors de 2 mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :

- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de 2 mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est :

Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

55 Boulevard Diderot
CS 22305
75610 Paris CEDEX 12

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux

Recours contentieux

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312 - 11 du code de justice administrative.

Règlement amiable des litiges

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges conformément aux dispositions de l'article R2197-1 à 22 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux Marchés Publics.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du Code de Justice Administrative.

Cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 12. TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire s'engage à informer le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le Titulaire s'engage à en informer le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Un acte modificatif sera nécessaire pour la prise en compte de la nouvelle entité.

II. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 12 : DEFINITION DES BESOINS

La prestation comprend l'entretien des vitres sur les deux faces, le nettoyage des huisseries, des chambranles et des parements à l'intérieur comme à l'extérieur.

La surface des vitres indiquée dans le présent CCTP correspond à la surface déployée en m2 et par catégorie. Un tableau récapitulatif indique à la société prestataire les vitres et fenêtres à nettoyer ainsi que leurs modes de nettoyage.

Les catégories de vitre

Les vitres sont déclinées en six grandes catégories :

Catégorie 1 les vitres accessibles

Catégorie 2 les vitres accessibles avec point d'encrage

Catégorie 3 les vitres accessibles par perche télescopique

Catégorie 4 les vitres accessibles avec l'aide de la nacelle mobile

Catégorie 5 les vitres accessibles avec l'aide de nacelle installée sur bâtiment

Catégorie 6 les vitres inaccessibles (équipe spécialisée d'alpinisme)

1. Les informations communes à tous les sites hospitaliers

Le type de vitres :

Différents types de vitres sont à prendre en charge : fenêtres avec petits et grands carreaux dans les bâtiments les plus anciens, baies vitrées dans les bâtiments les plus récents, ainsi que les vasistas, les châssis et autres parements nécessitant un nettoyage régulier.

Les types d'ouvertures :

Différents types d'ouverture sont à prendre en charge : ouverture basculante, coulissante, à la française.

Les huisseries :

Les huisseries sont composées de différents matériaux: bois, PVC, aluminium, métal peint.

Vitres inaccessibles :

Si le personnel de l'entreprise constate que certaines vitres sont inaccessibles, il devra avertir immédiatement son chef de chantier qui en informera immédiatement le responsable du Service logistique de l'établissement pour trouver une solution de substitution. Dans tous les cas, les vitres ne pouvant être nettoyées pour des raisons d'inaccessibilités ne seront pas comptabilisées dans la facturation.

Les fréquences d'intervention :

Les fréquences de passages sont définies par deux passages par/an minimum (époque hivernale et estivale).

Pour les endroits très fréquentés deux passages supplémentaires seront à prévoir (hall public, urgences) à déterminer au début de chaque passage.

Des suppressions ou augmentations de surfaces pourront avoir lieu avec la fermeture ou l'ouverture de certains bâtiments pendant la durée du marché.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Cahier des clauses particulières n°HMN24A15SRV	25/39
--------------------------------------------	------------------------------------------------	-------

Les services fermés pour raison de travaux auront la prestation avant leur réouverture.
La mise à jour des surfaces sera effectuée sur le bon de commande établi de façon semestrielle.

Les plages horaires d'intervention :

Le chef de chantier proposera un planning prévisionnel à la direction des Achats, des Services Économiques et de la Logistique en tenant compte des services dans lesquels l'intervention aura lieu. Le planning sera établi en concertation avec les Responsables Qualité Hôtelière de chaque site. Dans les secteurs à activité interrompue, la prestation s'effectuera en dehors des plages d'activités (ex blocs opératoires...).

Dispositions relatives à la sécurité :

En matière de sécurité, le prestataire aura l'obligation de se conformer au règlement intérieur de l'hôpital :

- procédures d'accès en particulier dans les secteurs protégés
- fermeture des portes
- fermeture de l'éclairage dans les locaux vides (sauf contre-indication)
- fermeture des fenêtres à clefs dans les services à risques (remise des clefs aux responsables)

Le personnel d'exécution devra informer son responsable de tout incident observé lors des travaux d'entretien.

Les accidents du travail et en particulier les cas d'exposition au sang seront signalés au chef de chantier qui devra en informer par écrit la direction de l'hôpital et ceci dans les plus brefs délais.

L'encadrement devra être joignable durant les plages horaires d'intervention (téléphone, appareil de recherche personnes ...).

A la demande du client, un cahier de liaison pourra être mis en place.

Les consommables fournis par les hôpitaux :

Le nécessaire aux agents en vue de respecter les règles hygiènes de bases.

Les consommables fournis par le prestataire sont au minimum :

- ✓ Tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux
- ✓ Balai mouilleur
- ✓ Balai télescopique
- ✓ Grattoir à vitre
- ✓ Raclette à vitre
- ✓ Détergent
- ✓ Chiffons
- ✓ Seau
- ✓ Gants de ménage
- ✓ Chaussures de sécurité.
- ✓ Escabeaux 3 et 5 marches (hauteur maxi 1,10m)
- ✓ Nacelle mobile (si nécessaire)
- ✓ Harnais de sécurité (si nécessaire)

La liste pourra être complétée par le candidat le cas échéant.

Le matériel et les équipements :

Les quantités et la qualité du matériel et de l'équipement prévues par le titulaire du marché pour exécuter les travaux d'entretien, devront être en adéquation avec la nature et l'importance du chantier selon les sites.

Le personnel d'exécution devra informer son responsable de tout incident observé lors des travaux d'entretien.

La sécurité du travail en hauteur :

Les salariés intervenant sur les chantiers de la vitrerie peuvent être exposés au risque de chute. La société doit analyser les risques professionnels de son activité et déterminer les équipements de protection individuelle qui garantissent le mieux la santé et la sécurité de ses salariés (décret du 20 janvier 1965, décret du 20 février 1992).

En présence de points d'ancrage ou tout autre dispositif de sécurité, ceux-ci seront utilisés en priorité.

En l'absence de points d'ancrage ou tout autre dispositif de sécurité, **un plan de sécurité et de prévision des risques sera mis en place entre le prestataire et la direction des hôpitaux** afin de mettre en œuvre les solutions retenues et les mesures à prendre.

Un plan de prévention des risques sera remis au représentant des hôpitaux dans le mois qui suit la prise du marché.

La qualité des prestations

Résultats

Après chaque passage de la société prestataire, il ne devra rester :

- aucune trace ou coulure sur les vitres ou les murs de proximité ou sur les sols ou le mobilier juxtaposant les vitres
- aucune poussière, souillure, engraissement ou dépôt calcaire sur les chambranles (intérieurs et extérieurs) et les encadrements de fenêtres et des portes vitrées.

Le prestataire devra veiller à ce que les locaux dans lesquels son personnel aura à intervenir soient laissés en état (mobilier, murs et sols).

Un bon de suivi de la prestation devra être remis périodiquement par le prestataire. Les modalités seront définies par le représentant de l'hôpital. Le bon sera signé par le cadre du service et/ou par le représentant de l'hôpital pour validation de la prestation concernée.

Contrôle

La prestation vitrerie sera validée par :

- une fiche de contrôle paraphée par un représentant du prestataire et de l'hôpital,
- des contrôles inopinés qualitatifs.

Le contrôle portera également sur :

- le respect du planning
- la stabilité du personnel
- le niveau de formation du personnel
- le respect des protocoles prévus
- la conformité du matériel et des produits utilisés (tels que définis dans le dossier technique fourni par la société).

Ce système permet, dans le cas de contrôles non satisfaisants, de définir des actions correctives nécessaires à un rétablissement immédiat de la qualité du nettoyage.

Impératif

Les agents ne doivent pas dans l'exercice de leur fonction, utiliser le téléphone portable personnel et fumer en dehors des moments de poses définis, afin d'assurer la régularité du travail et la sécurité de l'agent et des zones d'interventions.

Ces désagréments feront l'objet de retour pour pénalité.

Article 13 : DIFFERENTS TYPES DE VITRES ET MODES DE NETTOYAGE

• Catégorie 1 : vitres accessibles

- en RDC, vitres à hauteur d'homme ou accessibles,
- aux étages, faces internes des vitres fixes à hauteur d'homme,
- aux étages, vitres, à hauteur d'homme, s'ouvrant à la française, latéralement ou par basculement.

• Catégorie 2 : vitres accessibles avec point d'encrage

- Faces externes des vitres fixes non accessibles à la perche (par manque de recul, présence d'un rebord....) et par nacelle mobile. Respecter les règles de sécurité en toiture, accès en accord avec les services techniques du site.

• Catégorie 3 : vitres accessibles à la perche télescopique

au RDC :

(faces internes et externes) :

- vitres **en hauteur**,
- parties supérieures des vitres **hautes**.

Aux étages :

➤ utilisation de la perche par l'extérieur du bâtiment :

(face externe uniquement) :

- vitres fixes ou semi-basculantes situées au premier étage ou deuxième étage.

➤ utilisation de la perche par l'intérieur du bâtiment :

(face interne uniquement) :

- vitres **en hauteur** fixes ou semi-basculantes,
- parties supérieures des vitres **hautes fixes ou semi-basculantes**.

(faces internes et externes) :

- vitres **en hauteur** s'ouvrant : à la française, latéralement ou par basculement,
- parties supérieures des vitres **hautes** s'ouvrant : à la française, latéralement ou par basculement.

• **Catégorie 4 : vitres accessibles avec nacelle mobile**

- Faces externes des vitres fixes non accessibles à la perche (par manque de recul, présence d'un rebord....)

2. Les informations spécifiques à chacun des sites hospitaliers

LOT N°1 : SITE Henri MONDOR

Fréquence de nettoyage : **2 ou 4 passages par an (voir détail ci-dessous)**

Les surfaces des vitres pourront évoluer (augmentation ou diminution) en fonction des travaux sur les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Pour l'Hôpital Henri Mondor, seules les catégories 1, 3 et 4 sont à retenir.

Pour les endroits très fréquentés **deux passages supplémentaires annuels** seront à prévoir, entre autres :

- Porte 1, et baies vitrées du hall principal,
- Porte 2,
- Porte 28,
- Porte 29,
- Porte 39 (bâtiment Reine, entrée visiteurs),
- Bâtiment Bulle (porte 31),
- Urgences (2 entrées, et baies vitrées).

Attention : des travaux seront effectués dans le cadre de la construction de nouveaux bâtiments (notamment avec le projet de la nouvelle plateforme biologique) : la cartographie des vitres n'est pas encore connue à ce jour.

Attention : ne pas oublier les vitres à soufflet situées au-dessus des fenêtres du self, et le couloir patios des urgences.

La mise à jour des surfaces sera effectuée sur le bon de commande établi de façon semestrielle.

Obligations relatives à la reprise du personnel du site Henri Mondor

Pour le site Henri Mondor, **deux agents permanents sur l'année au minimum** est demandé pour répondre aux ouvertures et fermetures des services.

Le titulaire est tenu à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives – notamment l'annexe VII à la convention collective nationale (avenant n°1 du 27/02/1991) - ainsi que des règles d'usage de la profession.

Le titulaire s'engage à produire, à la Direction des achats, des services économiques et de la logistique du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, 6 mois avant la fin du marché, l'annexe du cahier des clauses techniques dûment complétée (conformément à l'annexe VII de la convention collective).

Un système de pointage est vivement souhaité pour le ou les agents présent(s) en permanence sur site.

➤ utilisation de la perche par l'extérieur du bâtiment :

(face externe uniquement) :

- vitres fixes ou semi-basculantes situées au premier étage ou deuxième étage.
C'est le cas pour une partie des vitres latérales du service odontologie (Porte 1) : zone végétalisée interdite au camion nacelle, ou au bâtiment Bulle (Porte 31).
- Nouveau service UPC (Unité de Production de Chimiothérapie) – Porte 21 : l'arrière du bâtiment est à réaliser à la perche, car difficultés d'accès.

Particularités du site Henri Mondor :

A effectuer impérativement le samedi, en raison de la nécessité de condamner les voies de circulation et certaines places de parking :

- Verrière située à l'entrée principale de l'hôpital (Porte 1) : prestation habituelle 2 fois / an. Nécessité d'une nacelle spécifique pour la réalisation de cette prestation.
- Idem pour l'entretien des passerelles côté Faculté de Médecine : nécessité d'une nacelle spécifique pour atteindre les vitres. Prévoir également un produit détartrant adapté, au préalable du nettoyage courant pour cette prestation.
- SAMU, baies et autres surfaces vitrées du service odontologie.
- Nouveau service UPC (Unité de Production de Chimiothérapie) : une partie de la prestation peut être réalisée au camion nacelle. L'arrière du bâtiment est à réaliser à la perche, car difficultés d'accès.
- Passerelles du bâtiment REINE : à effectuer au camion nacelle.
- Façade du bâtiment E (chir ambulatoire, ORL) : camion nacelle à partir du 1^{er} étage.

A effectuer en semaine entre 13h30 et 16h exclusivement, ou le samedi

- Vitres des **bureaux du service restauration (1^{er} étage) et services techniques** (accessibles depuis la porte 18/19 : plateforme déchetterie).

Autre :

- Arrière du service des admissions : nécessité d'installer un échafaudage (cour anglaise), car nettoyage des encadrements de fenêtres et piliers compris dans la prestation (présence de nombreuses fientes de pigeons).
- Façade extérieure haute de la crèche Pierre Pipet (nacelle ou perche, à déterminer)

Catégorie	Désignation	Vitrerie totale en m2	Particularité technique
Catégorie 1	les vitres accessibles	43 932	dont 225 m2 quatre fois par an
Catégorie 2	les vitres accessibles avec point d'encrage		
Catégorie 3	les vitres accessibles par perche télescopique	5 726	dont 290 m2 quatre fois par an

Catégorie 4	les vitres accessibles avec l'aide de la nacelle mobile	4 868	Le samedi uniquement dans certains endroits (SAMU, entrée principale). Nacelle spécifique pour l'entrée principale, et passerelles vers les services techniques.
--------------------	---------------------------------------------------------	--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Hôpital Henri Mondor 1, rue Gustave EIFFEL, 94010 CRETEIL Cedex

LOT N°2 : SITE Albert CHENEVIER

Fréquence de nettoyage : **2 passages par an.**

Les surfaces des vitres pourront évoluer (augmentation ou diminution) en fonction des travaux sur les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Pour l'Hôpital Albert CHENEVIER, seules les catégories 1, 3 et 4 sont à retenir.

Particularité Bâtiment Bourguignon (accès rez-de-chaussée près de la bibliothèque) : une baie vitrée à réaliser à la perche depuis l'intérieur, en bas de l'escalier.

Catégorie	Désignation	Vitrerie totale en m2
Catégorie 1	les vitres accessibles	9 520
Catégorie 2	les vitres accessibles avec point d'encrage	
Catégorie 3	les vitres accessibles par perche télescopique	4 510
Catégorie 4	les vitres accessibles avec l'aide de la nacelle mobile	5 730

Hôpital Albert Chenevier 40, rue du Mesly 94010 CRETEIL, incluant :

- **C.M.P** : 21, rue Olof Palme - 94000 CRETEIL
 - o Catégorie 1 : 193,42 m²
 - o Catégorie 3 : 45.04 m²
- **C.M.P** : 1, allée Mozart - 94470 BOISSY ST LEGER
 - o Catégorie 1 : 156 m²
 - o Catégorie 3 : 48.72 m²
- **8 appartements thérapeutiques à CRETEIL (94000)**
 - o Catégorie 1 : 240 m²
 - ☐ 4, Clos St Denis
 - ☐ 5, rue Erik Satie

- ☐ 7, rue Erik Satie
- ☐ 5, rue du Clos du Tart
- ☐ 4, rue Guy Curat
- ☐ 7, rue Guy Curat
- ☐ 9, rue Guy Curat
- ☐ 11, boulevard John Kennedy

LOT N°3 : SITE Emile ROUX

Fréquence de nettoyage : **2 passages par an.**

Les surfaces des vitres pourront évoluer (augmentation ou diminution) en fonction des travaux sur les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Pour l'hôpital Emile ROUX, les catégories 1, 2, 3 et 4 sont à retenir.

Pour le site Emile Roux la façade du bâtiment Cruveilhier pourra être réalisée, après l'installation de point d'encrage par le site.

Les huisseries ERX : Nettoyage des persiennes du bâtiment : Simone de Beauvoir

Catégorie	Désignation	Vitrerie totale en m2	Particularité technique
Catégorie 1	les vitres accessibles	14 194,90	
Catégorie 2	les vitres accessibles avec point d'encrage	5 862,18	Pose des points d'ancrage sur les Bâtiments CRUVEILHIER-CALMETTE et SIMONE DE BEAUVOIR
Catégorie 3	les vitres accessibles par perche télescopique	273,20	
Catégorie 4	les vitres accessibles avec l'aide de la nacelle mobile	2 776,78	

Hôpital Emile Roux 1, Avenue de Verdun 94450 LIMEIL BREVANNES

LOT N°4 : SITE DUPUYTREN

Fréquence de nettoyage : **2 passages par an.**

Les surfaces des vitres pourront évoluer (augmentation ou diminution) en fonction des travaux sur les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Pour l'hôpital DUPUYTREN, seules les catégories 1 et 3 sont à retenir.

Catégorie	Désignation	Vitrerie totale en m2
Catégorie 1	les vitres accessibles	21 554
Catégorie 2	les vitres accessibles avec point d'encrage	
Catégorie 3	les vitres accessibles par perche télescopique	742
Catégorie 4	les vitres accessibles avec l'aide de la nacelle mobile	

Hôpital DUPUYTREN 1, rue Eugène Delacroix 91211 DRAVEIL	Superficie vitrerie (m ²) (2 faces incluses)	
	Catégorie 1	Catégorie 3
Bâtiment A (SENART) (1) - 1 ^{er} au 6 ^{ème} étage : Hospitalisation - Rdc : bureaux (Aile Nord, Aile Sud, Pc Sécurité) - Sas Ambulances - S/sol : Service informatique + salle de R° Guy Brunet et salle de R° Joffre	7 510	
Bâtiment B (SEINE) (2) - Rdc au 5 ^{ème} étage : Hospitalisation - S/sol : Lingerie + Magasin hôtelier	6 630	
Bâtiment C (3) - Rdc : Consultations – Rééducation – Hôpital de jour – Couloir d'accès Bât. B - 1 ^{er} étage : Pharmacie + couloir Bureaux - S/sol : Pharmacie	2 686	
Centre d'activité (4) - Bureaux – Bibliothèque – Salon de coiffure - Vitres du Patio + Verrière dessus cafétéria - Couloirs d'accès au Self	1 040	

Centre d'activité : (4)		
<ul style="list-style-type: none"> - Vitres du Patio (partie haute) - 2 Couloirs d'accès au Self (extérieur) 		642
Bâtiment de la Cuisine : (5)		
<ul style="list-style-type: none"> - Rdc : Salle Le Tamaya – Bureaux Service restauration - 1^{er} étage : Self du personnel 	738	100
Services Techniques: (6)		
<ul style="list-style-type: none"> - Bureaux + salle de détente 	246	
Amphithéâtre (7)	40	
Bâtiment H (8)		
<ul style="list-style-type: none"> - S/sol au 1^{er} étage : Bureaux 	140	
Chapelle (9)	24	
Bâtiment POLLUX (10)		
<ul style="list-style-type: none"> - Rdc : Crèche + Ex-Centre de Loisirs (CLIC) + Médecine du Travail - 1^{er} étage : Bureaux 	2 400	
Loge (11)	100	
TOTAL	21 554	742

LOT N°5 : SITE Georges CLEMENCEAU

Fréquence de nettoyage : **2 passages par an**.

Les surfaces des vitres pourront évoluer (augmentation ou diminution) en fonction des travaux sur les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Pour l'hôpital Georges CLEMENCEAU, seules les catégories 1, 3 et 4 sont à retenir.

Catégorie	Désignation	Vitrerie totale en m2
Catégorie 1	les vitres accessibles	11 992,78
Catégorie 2	les vitres accessibles avec point d'encrage	
Catégorie 3	les vitres accessibles par perche télescopique	1 598,32
Catégorie 4	les vitres accessibles avec l'aide de la nacelle mobile	1 768,34

Hôpital Georges Clemenceau : 1, rue Georges Clemenceau 91750 CHAMPCUEIL



LÉGENDE

- urgences
- accès public
- consultations
- hospitalisations
- accueil
- consignes
- admissions
- caféteria
- presse
- toilettes
- sécurité
- accès piétons
- circulation voitures
- livraisons
- parking public
- parking personnel
- SAMU/ambulances
- PC sécurité
- vosre position
you are here



40, rue de Mesly. 94000 Créteil



Hôpital Émile ROUX
1, avenue de Verdun
94450 Limeil-Brévannes

Tél. : 01 45 95 80 80
Fax : 01 45 95 93 15
<https://chu-mondor.aphp.fr/emileroux>



